

Les 12 et 15 Juillet, une conférence de prisonniers de guerre allemands se réunissait à Moscou, et, dans un manifeste signé par plus de cent généraux, officiers, personnalités catholiques, protestantes, etc., a appelé le peuple allemand à rompre avec Hitler pour sauver l'Allemagne. Un Comité National de l'Allemagne libre est constitué ; il se considère comme le représentant du peuple allemand en Union Soviétique. La Pravda accorde la plus grande importance à cette affaire. Il s'agit, en réalité, d'une opération calquée sur l'entretien à Londres de gouvernements bourgeois émigrés.

A propos de la responsabilité de la guerre et de la défaite qui vient, le manifeste en question ignore l'existence du capitalisme allemand et que celui-ci mène tout en Allemagne, la politique, comme la guerre. « Hitler, lit-on, est responsable de tout. » Voilà qui est simple. C'est un méchant homme qui est la cause de tout. Mais comment est-il venu au pouvoir ? Comment et avec qui gouverne-t-il ? Et pour le profit de qui ? Un comité révolutionnaire — facile à former à Moscou, et dont l'appel eut été retentissant dans l'Allemagne d'aujourd'hui, au bord de la défaite — pouvait seul donner la réponse : Hitler n'est rien sans les capitalistes ; ce sont les responsables. Viser Hitler, sans démasquer le capitalisme, c'est accuser le chapeau des crimes que la tête décide. Punir Hitler, sans renverser le capitalisme, ce serait punir le chapeau sans faire tomber la tête qui le porte.

Mais les objectifs du comité allemand de Moscou sont rien moins que révolutionnaires. « Nous avons pour but, dit le manifeste, l'abolition des lois de haine nationale et raciale, l'abolition du pouvoir hitlérien, le retour à la liberté religieuse, de pensée, de parole, de réunion, de presse, le droit de conserver les biens légitimement acquis et le retour à leurs légitimes propriétaires des biens volés par les hitlériens. » Il n'est question que de sauvegarder la propriété privée. A Moscou, aujourd'hui, on juge la propriété bourgeoise légitime. Au moment même où, dans le monde entier, les travailleurs — qui n'ont pas tout oublié et qui trouvent illégitime que les capitalistes s'enrichissent de leur misère, de leur sang, de leur privation des droits et libertés élémentaires — sentent se rassembler leurs forces pour la prochaine révolution.

Et tout cela n'est rien. Nous citons toujours : « D'autre part, le Comité National de l'Allemagne Libre accordera une amnistie aux partisans de Hitler » qui s'en détacheront à temps (c'est dire qu'il est encore temps) et adhéreront à l'Allemagne libre. » A part ça : « Les fauteurs de guerre seront traduits en jugement de façon équitable mais impitoyable » lit-on un peu plus loin. Les fauteurs de guerre ? Lesquels ? Puisqu'il n'y a pas de capitalisme responsable et que les nazis sont invités à se transformer en libérateurs. « Hitler seul », sans doute !

Comme consigne immédiate : « Accepter la défaite » (Mais dans l'ordre et le respect de la propriété privée. Car ce sont les nazis qui menacent les propriétés légitimes, ce sont eux les vilains socialistes. Comme les communards étaient d'ardents patriotes, tandis que les Versaillais n'avaient pas de patrie — voir La Vérité, n° 49). Le manifeste termine : « Soldats et officiers allemands sur le front ! Vous avez des armes. Gardez-les. Sous la conduite de vos chefs actuels, servez-vous en pour frayer votre chemin vers les frontières de la patrie... » Sous la conduite de vos chefs actuels ! Vous entendez bien ? Ne retournez pas vos armes contre votre bourgeoisie. Vos chefs actuels. Les chefs des soldats et des officiers. Ces fascistes, ces réactionnaires de la vieille école, ne les arrêtez pas, ne les

Dans les cantines d'usine

A la Lorraine. — « On se plaignait déjà de la cantine depuis pas mal de temps. Et puis, un beau jour, on a compris pourquoi, malgré les facilités du ravitaillement en commun, la chère était si maigre. Le dirigeant de la cantine avait trouvé tout simplement que c'était là une bonne planque pour couvrir ses affaires de marché noir. La camionnette de la cantine servait au trafic de victuailles qui ne nous étaient pas destinées. Légumes, fruits, jusqu'à des cochons vivants nous passaient sous le nez. Et le dirigeant trouvait que tout allait bien : il ne bouffe pas avec nous.

« Alors, il y a 15 jours, on en a eu marre, on a pris le type, on l'a lynché. On aurait dû le pendre. Les flics sont venus depuis pour protéger le bandit. Mais tout de même, on a réussi à le faire foutre à la porte. D'ailleurs, ce n'est pas fini. On trouve ici ce c'est trop comode et que son successeur pourra, comme lui, se payer notre tête si nous n'allons pas plus loin que ces représailles individuelles. »

Chez Caudron, à Billancourt. — Manifestations des gars à cause de la cantine. Cela a fait assez de bruit pour que les Allemands viennent fouailler leur bec dans l'histoire. Mais tout de même, depuis les protestations collectives, l'ordinaire s'est amélioré.

Camarades de la Lorraine et de chez Caudron, vous avez obtenu satisfaction parce que vous avez agi ensemble. Ensemble, vous pourrez empêcher définitivement les trafiquants de se gouverner à vos dépens, en recensement, en imposant le contrôle ouvrier sur la cantine d'usine. Unissez-vous, organisez-vous ! Seules ces méthodes de masse, celles du Front Ouvrier, vous permettront d'arracher vos revendications.

Dans les Balkans. — Grève générale à Athènes. Grève de 3 jours à Bucarest. Les ouvriers secouent le joug des dictatures fascistes ou militaires. Le régime capitaliste, cause de l'esclavage et de la mort de millions de travailleurs, ne survivra pas à la guerre qu'il a provoquée.

Chez les Cheminots

A Tergnier (Aisne). — La population manifeste, le 14 Juillet, au monument aux morts. Le Gestapo arrive et arrête le lendemain dix otages, dont deux cheminots. Le 16, une délégation des cheminots s'adresse à la direction de la S.N.C.F. et lui demande d'intervenir pour la libération de leurs camarades. Aucun résultat, malgré la menace de grève et le débrayage effectif, de 14 h. 25 à 15 h. Mais, le 17, la délégation revient à la charge et déclare que les cheminots sont prêts à débrayer sur tout le réseau du Nord. Les gros bonnets et les flics nazis prennent peur. Les deux camarades sont libérés.

Voilà encore une forme de l'action de masses, concertée ; cette fois, il a été possible d'agir légalement, ouvertement. Seuls les copains qui sont sur le tas peuvent décider à ces moments là si c'est la méthode qui convient. A cette occasion, il est évident que cela valait beaucoup mieux que de descendre deux Allemands... et de laisser les deux gars en tête.

Du Pain !

A Kerhuon, en Bretagne, les ouvrières qui se présentent, le mois dernier, à la mairie virent leurs rations de pain réduites par la grâce des décisions de Laval sur le rationnement des campagnes.

Dès le début de juin, le pain disparut des boulangeries : une livre par semaine et par personne.

Aussi, le 15, c'est aux cris de « Du pain, à mort Laval ! » que les ménagères manifestent devant la mairie. Une délégation est nommée, mais le maire ne peut la recevoir : il a fichu le camp. Les flics arrivent à la rescousse, mais le mouvement menace de s'étendre. Et, depuis deux heures que cela dure, la sortie des usines est proche. Les manifestants obtiennent la promesse qu'il y aura du pain et qu'aucune d'entre elles ne sera inquiétée.

APRÈS LES GRÈVES PORTUGAISES

Par une sauvage répression, Bothelo Moniz, ministre de la guerre, a pu provisoirement mater le mouvement ouvrier portugais. Aidé par sa Légion, il s'est substitué aux organismes professionnels récalcitrants et a prononcé la mobilisation de l'industrie. L'interdiction de réemploi, la déportation des grévistes aux îles du Cap Vert et l'emprisonnement des responsables montrent que les trafiquants d'armes, les banquiers, les gros industriels et les jésuites portugais ne sont pas décidés à abandonner leurs privilèges ni les bénéfices qu'ils tirent de la guerre des autres.

Mais aucun des envoyés spéciaux de la presse aux ordres des nazis n'a pu dissimuler le caractère profond et grandiose de la révolte.

André du Bief, plumeur du *Matin*, avoue cyniquement que là-bas les travailleurs crèvent de faim. « Le pain est rare... il est des villes où, depuis des mois, on n'a touché qu'un quart d'huile par personne ». Et, par de savants calculs, il arrive à ce résultat que la paie journalière d'un ouvrier (10 escudos) lui permet d'acheter 2 kgs de pommes de terre, un point, c'est tout.

Autrement, il peut prendre un repas par jour au restaurant (7 à 8 escudos), ou jeter pendant une semaine pour s'acheter le « chapeau utilitaire, économique et national » (65 escudos), ou encore pendant 2 mois pour acheter un complet (600 escudos).

Nous sommes bien loin de connaître en France, malgré l'occupation allemande, malgré le règne des affameurs, des conditions aussi misérables. Le régime de Salazar, qui, ne l'oublions pas, est le Laval des impérialistes anglais et américains, dépense en honneur ce que les Hitler, Pétain et consorts ont fait de pis. Le chroniqueur à gages du *Matin* ne manque pas de s'émerveiller de ce que le gouvernement portugais « a dû s'interdire (sic), depuis 15 ans, toute élévation de salaire » !

C'en est assez ! Que Salazar et Moniz préparent leurs valises s'ils veulent échapper à la corde. Le premier grand ébranlement social, contre coup de la chute de Mussolini, a secoué le Portugal. D'autres suivront à l'occasion de la Révolution qui, à travers toute l'Europe, balayera les dictateurs, leurs commanditaires capitalistes et leurs Légions.

désarmer pas. Ne faites pas la Révolution. C'est de Moscou qu'on vous dit cela aujourd'hui.

Il s'agit d'une manœuvre impudente contre la Révolution. Hitler n'est plus suivi par l'ensemble de la bourgeoisie. Des hommes d'affaires et des chefs de la Reichswehr aspirent à se débarrasser du sauveur d'hier, comme la bourgeoisie italienne a soufflé Mussolini. Staline, après avoir trahi le léninisme à chaque occasion, après la dissolution du Komintern, utilise maintenant la crise allemande en soutenant, contre Hitler, les financiers et les généraux. Depuis combien de mois la bourgeoisie allemande se sépare-t-elle donc d'Hitler ? Combien de semaines ?

Le prolétariat allemand, lui qui l'a combattu depuis le premier jour, qui a été saigné, baillonné et sur-exploité, en avait marre de la guerre quand la bourgeoisie croyait tenir la victoire et chantait sa louange à Hitler. Mais, si le soutien du prolétariat allemand ne vient pas de Moscou, il vient et viendra de plus en plus du monde entier, de la classe ouvrière combative et révolutionnaire, et, à l'avant-garde, de la jeune IV^e Internationale !

PROLET ALLER LAENDER
VEREINIGTE EUCH !

JUSTICE !

Une avorteuse, Louise Lamprière, condamnée à mort, le 8 Juin, par le Tribunal d'Etat, vient d'être exécutée. L'ignoble sentence qui a été rendue nous donne la mesure de l'équité et du « bon sens » des juges bourgeois. Dans la cervelle de ces brutes, n'est pas criminel le flic qui assassine, le général qui « grignote » l'ennemi, le mercanti qui affame les travailleurs et leurs gosses : ceux-là ne font que défendre l'ordre et le profit capitaliste, et leurs meurtres ne sont que de négligeables accidents du travail.

Mais délivrez une mère abandonnée, affolée par la misère ou la moralité des bien-pensants, criez au Moloch saignant : « Celui-là au moins, tu ne l'auras pas ! », et vous serez aux yeux de ces infects gredins, pire criminel que si vous aviez tué père et mère. La bourgeoisie n'admet pas que l'on puisse soustraire à sa domination une seule de ses victimes. Elle n'a pas assez de la propriété des biens ; il lui faut celle des corps. L'enfant lui appartient avant d'appartenir à la mère.

Peut-être les enfants que l'oui-e Lamprière a supprimés ne demandent-ils qu'à vivre, à connaître dès les premières heures de leur existence la faim et le hurlement des sirènes !

L'ordre social que les juges du Tribunal d'Etat ont défendu en assassinant l'avorteuse, ne demande qu'à mourir dans la honte et l'horreur qu'il a engendrées. L'édifice s'écroulera bientôt, ensevelissant sous ses décombres ses juges, ses flics, ses curés et les codes de sa morale de classe.

Nous ne pouvons, faute de place, insérer dans cette feuille les articles relatifs à la situation anglaise. Ces articles feront l'objet d'une publication spéciale, en supplément à ce numéro, et qui paraîtra incessamment.